



En
accès
libre

LE VIRUS
DE LA RECHERCHE

CALVIN MINFEGUE

**DISCIPLINER OU
RESPONSABILISER LES CORPS ?
VOYAGE EN AFRIQUE CENTRALE**

PUG

La collection « **LE VIRUS DE LA RECHERCHE** » est une initiative des PUG en partenariat avec [The Conversation](#) et l'Université Grenoble Alpes.

Directrice de la publication : Ségolène Marbach

Directeur de la collection : Alain Faure

Cette édition électronique a été réalisée pour les PUG par Catherine Revil, en télétravail, pendant la période de confinement.

ISBN 978-2-7061-4864-4 (*e-book PDF*)

ISBN 978-2-7061-4865-1 (*e-book ePub*)

© PUG, mai 2020

15, rue de l'Abbé-Vincent – F-38600 Fontaine

pug@pug.fr / www.pug.fr

L'OPÉRATION **LE VIRUS DE LA RECHERCHE**

En réaction à la situation inédite engendrée par le coronavirus, les PUG ont proposé à leurs auteurs et aux chercheurs intéressés d'**ouvrir la réflexion sur les enjeux de la crise du Covid-19 vus par le monde de la recherche, sur la base d'une contribution libre et volontaire.**

Nous avons demandé aux auteurs de questionner les modes de formulation et de diffusion des savoirs car l'urgence nous oblige sur cette voie. Les chercheurs sont des gens passionnés. Leur *virus de la recherche* formate leurs réflexions sur la marche du monde et il nous semble que la crise du Covid-19 favorise aussi un travail d'introspection sur les ressorts sensibles du métier de chercheur – ses tâtonnements, ses doutes, ses énigmes mais aussi ses espoirs.

La collection « Le virus de la recherche », coordonnée par Alain Faure (CNRS, Sciences Po Grenoble, Pacte, UGA), rassemble les meilleurs textes issus de cette initiative dans une série d'e-books courts, en libre accès, en téléchargement sur le site des PUG, dans leur réseau de diffusion, et chez tous les libraires en ligne.

Face à la crise, les PUG choisissent de faire preuve d'esprit coopératif, de réactivité et d'agilité et proposent ainsi à leurs lecteurs de garder les neurones en action dans l'effervescence des réflexions et du débat scientifique.

Bonne lecture à tous!

CALVIN MINFEGUE EST DOCTORANT
À L'UNIVERSITÉ GRENOBLE ALPES
ET À L'UNIVERSITÉ CATHOLIQUE D'AFRIQUE CENTRALE.

Le Covid-19, apparu en Chine en décembre 2019, s'est largement répandu dans les autres régions du globe. Dès février 2020, les premiers cas étaient recensés en Afrique, précisément au Maghreb et en Afrique du Sud. En Afrique centrale, limitée à la CEMAC (Communauté économique et monétaire des États de l'Afrique Centrale), les premiers cas officiellement déclarés étaient enregistrés en mars 2020, notamment au Cameroun. Face à cette crise, les réponses et postures des États se révèlent être indissociables des sinuosités de la topographie politique de cette région. Ces réponses ne prennent sens que dans leur propension à agir sur les citoyens et à être des réflecteurs de la nature et des positionnements des États.

La pandémie offre une possibilité, en temps exceptionnel, de prendre le pouls d'une région surpolitisée. Pour y arriver, il faut sans doute distordre les grilles habituelles appliquées à cette région pour s'ouvrir aux possibilités que peut receler une analyse souple, saisissant l'information par petites saignées. Ainsi, se dévoile à nous une région que la pandémie semble mettre face à ses vérités autant qu'à ses démons et où, pourtant, un *entre-deux autre* se dessine.

Des manières de gouverner

La pandémie du Covid-19 est, à bien des égards, une pandémie de la circulation. Elle sanctionnerait insidieusement notre capacité historique à circuler et par conséquent à s'exposer. Les médias le martèlent : « le virus ne circule pas, c'est nous qui circulons avec le virus ». La géographie morbide de la pandémie dans la sous-région semble valider cette hypothèse. Ce sont les pays supposément les « plus ouverts », les plus connectés à l'extérieur du fait de leurs économies, de la mobilité de leur population, de leur situation géo-économique, qui sont les plus touchés.

Et pour cause. Avec une population plus circulante (en valeur démographique absolue) et un territoire plus connecté à l'extérieur, ces pays se seraient exposés

au risque de contamination. Que le Cameroun, le Congo-Brazzaville et le Gabon soient les pays les touchés dans la sous-région CEMAC n'a donc rien de surprenant. Ils paient proportionnellement leur niveau d'extraversion, l'intensité de leur insertion dans les sinuosités de la globalisation.

À des proportions différenciées, la pandémie est également révélatrice des fragilités, des retards, des absences, des manques ou des excès souvent décriés dans les *manières de gouverner* en Afrique centrale. Ces dernières prennent la forme, dans les incriminations publiques, de la lenteur supposée à décider d'une fermeture des frontières aux premières heures de la pandémie¹. Elles s'incarnent dans les retards accumulés en matière d'investissements dans les infrastructures sanitaires². Elles connotent la « passivité » d'agents publics à faire respecter les mesures de quarantaine³ ou encore, elles renvoient à des abus de forces de l'ordre aux motifs de faire respecter les mesures gouvernementales⁴. Dans toutes ces situations, le Covid-19 met les pays de la sous-région face à eux-mêmes.

Nationalisme stratégique

En réponse à la pandémie, certains États ont très tôt fait le choix de fermer leurs frontières avec leurs voisins immédiats tout en maintenant leurs liaisons aériennes avec les pays les plus contaminés de la planète. Rien de surprenant. Dans une région où l'intégration officielle des États traîne les pieds, la pandémie se présente comme une opportunité conjoncturelle de céder aux sirènes d'un nationalisme protectionniste, tapi dans l'ombre et s'exprimant tantôt par des apparitions spectrales, tantôt par des affichages notoirement exhibitionnistes.

Le Gabon a ainsi pris la décision de fermer ses frontières avec le Cameroun alors que celui-ci ne comptait pas encore une dizaine de cas. Et il a maintenu ses vols avec la France, pays enregistrant alors des milliers de cas. Le jeu des frontières est une constante de l'histoire des relations entre les deux pays.

1. Ce débat a eu lieu au Cameroun où des leaders d'opinion ont reproché au gouvernement d'avoir hésité à fermer les frontières aux premières heures de la pandémie.

2. C'est le cas dans des pays tels que le Tchad, la RCA et même le Cameroun.

3. Au Cameroun, des personnes suspectes se seraient enfuies des hôtels où ils étaient placés en quarantaine.

4. Cas du Tchad. Voir : <https://www.voaafrique.com/a/les-tchadiens-d%C3%A9noncent-l-abus-polici%C3%A9r-en-ce-temps-de-lutte-contre-le-covid-19-5366236.html>

En pleine pandémie, la Guinée équatoriale poursuit, pour sa part, la construction de son mur sur des portions de sa frontière avec le Cameroun. Elle n'a jamais caché sa réticence à une ouverture totale de ses frontières aux voisins et « frères ». On serait tenté d'émettre l'hypothèse d'un nationalisme stratégique. La frontière est érigée en dispositif de protection biologique alimentant des desseins nationalistes évidents. Face au Covid-19, la réactivation des fonctions les plus conservatrices des frontières est de mise.

Conflictualités politiques

Au-dedans, loin des introspections qu'imposerait un confinement volontaire ou contraint, la gestion de la pandémie devient une scène supplémentaire d'affrontement dans des champs politiques régis par des conflictualités tous azimuts et qui ne se donnent aucune trêve face au nouvel ennemi couronné. L'heure est au maintien voire à la vivification des antagonismes d'hier.

Ici, la situation est propice à la remise en cause des actions prises en interrogeant leur pertinence ou en questionnant la légitimité des acteurs qui les engagent. Là, un virus plus ancien, celui de la modification de la Constitution pour des intérêts diversement appréciés mobilise l'attention et déclenche des débats intenses⁵. Plus loin, l'enjeu semble aussi être celui de la détention du monopole à combattre la pandémie, quitte à contester les efforts entrepris par les uns ou à refuser, voire interdire, toute initiative, « de côté », visant à contribuer à l'effort de cette guerre d'un autre genre⁶.

Les querelles politiques antérieures se recyclent à l'aulne du moment pandémique. Certains pays en tout cas, s'autorisent des « unions sacrées » à la temporalité aléatoire. On suspend provisoirement les désaccords d'hier pour se consacrer à l'ennemi d'aujourd'hui sans toutefois manquer, chacun de son côté, d'affirmer ses convictions traditionnelles⁷.

5. La possibilité d'une modification de la Constitution en RCA fait l'objet de débats intenses depuis quelques semaines. Ils persistent en pleine pandémie du Covid-19.

6. On peut se référer aux débats autour du *Cameroon Survival Fund* lancé par le parti d'opposition camerounais le Mouvement pour la Renaissance du Cameroun en vue de collecter des fonds pour la lutte contre la pandémie.

7. Cas du Gabon.

Entre ombre et lumière

Les alertes se sont multipliées depuis le début du mois de mars 2020 et elles sont toutes sentencieuses : le bilan de la pandémie pourrait être catastrophique pour l'Afrique si rien n'est fait. Elles font suite aux multiples interrogations sur l'exceptionnalité africaine, initialement peu touchée par le virus. Une rhétorique dont est coutumier un continent toujours saisi sous les modes du catastrophisme, de l'alarmisme ou tout simplement d'un certain racisme. La sous-région n'y échappe pas.

En dépit de chiffres à la hausse, la progression officielle du virus reste faible comparativement à d'autres régions du monde. Ces chiffres sont à relativiser à l'aulne de divers facteurs : faiblesses des dépistages, fiabilité des statistiques officielles, etc. Mais la sous-région, à l'instar du continent, résiste bien jusqu'ici, avec ses moyens.

La pandémie impose des ajustements et l'adoption de mesures globalement bien reçues par les populations. Le port des masques se popularise, l'adoption des gestes barrières fait son chemin, les gouvernements centraux et locaux prennent leurs responsabilités : intensification de la communication gouvernementale et communautaire dans certains pays, mesures d'« accompagnement », pour les plus vulnérables dans d'autres, etc.

8

—
Finalement, le tableau global de la sous-région est plutôt étonnant. Au premier plan, des mesures de confinement obligatoire sont décidées ici quand des suggestions au confinement volontaires sont faites là⁸. L'on oscille entre deux choix : discipliner les corps par la contrainte ou responsabiliser les corps par la sensibilisation.

Dans la foulée, des observateurs s'inquiètent de la situation économique au lendemain de la crise, faisant écho aux alertes aussi bien de la Banque mondiale que de la Banque africaine du développement. Et au second plan, face à la pandémie,

8. Le Congo-Brazzaville a décidé d'un confinement de sa population dès le 1^{er} avril 2020. Le Gabon a décidé dès le 13 avril du confinement de la capitale Libreville et de ses environs. Au Cameroun, aucune mesure obligatoire visant au confinement de la population n'a été prise jusqu'au 1^{er} mai 2020. L'on recommande fortement aux populations de limiter les déplacements.

des « routines autoritaires »⁹ persistent¹⁰, des innovations se font jour, des mobilisations – notamment celles de la société civile – se développent pour accompagner la lutte.

Et après ?

À l'arrière-plan du tableau enfin, une réflexion de fond, quoiqu'opportuniste, s'impose à tous : qu'advient-il après ? Ce temps pandémique pourrait être le moment d'amorcer des réflexions et esquisser les contours de décisions politiques plus audacieuses. Non seulement pour gérer le passif d'une crise inattendue mais également pour réfléchir aux trajectoires souhaitées de nos sociétés.

Ces réflexions ne peuvent pas faire l'économie d'une approche solidaire entre États. Elles doivent dans tous les cas puiser dans les gisements imaginatifs et relationnels qui font de la sous-région, et plus largement du continent, des lieux autres où l'on a souvent su se frayer un chemin par-delà les tempêtes. Un rapport d'un certain type à la nature, les résistances subtiles à un capitalisme biophage, la persistance de réserves symboliques performatives souvent minimisées sous d'autres cieux sont autant de ressources sur lesquelles pourraient s'ancrer ces réflexions. ●

Découvrir d'autres titres de la collection [LE VIRUS DE LA RECHERCHE](#).

9. M.-E. Pommerolle, 2007, « Routines autoritaires et innovations militantes. Le cas d'un mouvement étudiant au Cameroun », *Politique africaine*, vol. 108, n° 4, pp. 155-172.

10. Exactions des forces de l'ordre au Tchad ou emprisonnement d'une infirmière ayant dénoncé le manque d'équipements du personnel soignant en Guinée-équatoriale. Voir : <https://www.voaafrique.com/a/libert%C3%A9-provisoire-pour-une-infirmi%C3%A8re-%C3%A9quato-guin%C3%A9enne-qui-avait-critiqu%C3%A9-l-h%C3%B4pital/5388465.html>